

Casser, bloquer, défilé : ce qui fait vraiment **plier** un pouvoir

En France, la casse n'a jamais suffi à faire plier un pouvoir. Elle a parfois hâté une concession qu'il pouvait se permettre, et certains de ces gains durent depuis huit ans. Le 17 octobre a été dominé par les violences dont aucun gain propre n'est documenté : le pillage et l'incendie d'une mairie. Ce que disent les chiffres, et ce que le mouvement devrait faire d'ici avril.

Lecture : 25 min · Sources en fin d'article · Bilan du 17 octobre provisoire

Notre thèse en sept points

La casse n'a jamais fait plier un pouvoir à elle seule. Elle a parfois hâté une concession déjà mûre ; ce qui fait gagner, c'est un blocage qui dure et une demande que le pouvoir peut céder.

1 « La violence ne paie jamais » est faux.

En 2018, **neuf jours** après le saccage de l'Arc de Triomphe, l'exécutif annonce environ **10 milliards d'euros** de mesures. Huit ans plus tard, la composante carbone est toujours gelée à 44,6 euros la tonne, au lieu des 86,2 prévus pour 2022 ; la prime d'activité, revalorisée, est passée de 3,0 à 4,3 millions de foyers en un an.

2 Mais elle n'a jamais suffi.

Dans les cas français où elle a payé, il y avait déjà un blocage ou une grève, un soutien massif (**72 à 75 %** pour les Gilets jaunes) et une décision que le pouvoir pouvait retirer sans se renier. Sans ces conditions, rien : l'incendie du Parlement de Bretagne en 1994 n'a rien ajouté à l'aide annoncée deux jours plus tôt, et en 2023, **1,28 million** de manifestants et les violences du 23 mars n'ont pas fait reculer la réforme des retraites.

3 Sur 65 campagnes françaises, la casse ne change presque rien ; le blocage, si.

Une concession significative est obtenue dans **78 %** des campagnes avec casse importante et **76 %** des autres. La revendication principale l'est dans **42 %** des campagnes avec des blocages étendus, contre **12 %** sans. Sans grève ni blocage, la casse gagne **une fois sur dix**.

4 Le prix est réel, et ce sont ceux qui cassent et les habitants qui le paient.

Après l'été 2023, **42 %** des majeurs condamnés ont eu de la prison ferme, contre 23 % tous délits confondus ; les émeutes ont coûté **793 millions d'euros** aux assureurs, dont 27 % pour des biens des collectivités. Le soutien tient quand l'opinion juge l'exécutif responsable du conflit (63 % en mars 2023) ; celui des Gilets jaunes est passé de 75 % à 53 % au fil des samedis.

5 Le 17 octobre a les atouts de 2018, avec moins de marge budgétaire.

69 % des Français approuvaient la mobilisation la veille, dont 70 % des électeurs du RN ; sa demande porte sur des prix, que l'État peut céder, face à un gouvernement minoritaire en plein budget. Le budget 2027 prévoit **54 milliards d'euros** d'effort : chaque concession se paie par une économie ailleurs, mais le budget n'est pas figé : en une semaine de débat, en rejetant des économies du gouvernement, les députés ont déjà dégradé le déficit de **10 milliards**. Ce qui manque surtout, ce sont des délégués, et 82 % des Français jugent la violence jamais acceptable.

6 Notre position : pas de pillage, des blocages qui durent, une demande chiffrée.

Aucun gain propre au pillage n'est documenté. Le mouvement doit faire porter par des délégués une demande que le budget peut absorber : **rétablir en 2027 la revalorisation de la prime d'activité, des aides au logement et des allocations familiales**, gelées pour environ **930 millions d'euros** d'économies en 2027, moins de 2 % de l'effort prévu. Il doit obtenir un engagement écrit dès Matignon le 21 octobre. Le test du 5 novembre sera la reconduction des arrêts, pas la taille du cortège.

7 Notre pronostic : décrue négociée ou pourrissement, à égalité.

Décru négociée **40 %**, pourrissement **40 %**, escalade **20 %**. Premiers signaux : la sortie de Matignon le 21 octobre, la participation du 24 et le premier sondage publié après la casse.

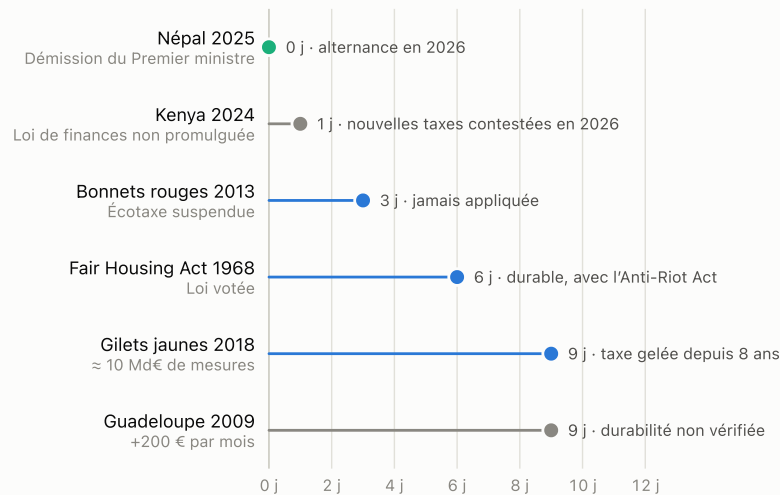
Quand la violence a payé

Commençons par le dossier que les défenseurs de la non-violence préfèrent survoler.

Quand la violence a payé, elle a payé vite

Jours entre l'épisode violent et la concession ; couleur : ce qu'il en reste

● Gain durable ● Partiel ● Repris ou annulé ● Incertain



Cas retenus parce qu'une concession a suivi un épisode violent : ils documentent les délais, sans isoler l'effet propre de la violence. Sources : HRW, Cour des comptes, House History, Élysée, France 24, KNCHR.

1ER DÉCEMBRE 2018

Le 17 novembre 2018, 287 710 personnes, selon l'Intérieur, occupent ronds-points et péages contre la hausse de la taxe sur les carburants ¹. Pendant deux semaines, l'exécutif refuse tout moratoire. Le 1er décembre, l'**Arc de Triomphe est saccagé** et la préfecture du Puy-en-Velay incendiée. Le lendemain, une cellule de crise se réunit à l'Élysée ; selon *Le Figaro*, c'est là qu'Emmanuel Macron se rallie au moratoire, qu'il laisse Édouard Philippe annoncer ². **Le 4 décembre, la hausse est suspendue** ; le 5, elle est annulée ^{3,4}. Le 10, le président annonce des mesures ensuite chiffrées par le gouvernement à **environ dix milliards d'euros** ^{5,6}.

Deux gains majeurs ont duré.

La composante carbone des taxes sur l'énergie est restée à **44,6 euros la tonne**, alors que la loi de finances 2018 prévoyait 86,2 euros en 2022 ⁷. La prime d'activité, revalorisée, est passée de 3,0 à 4,3 millions de foyers en un an, pour **4,1 milliards d'euros de dépense supplémentaire en 2019** ⁸.

GADELOUPE, 2009

Ce n'est pas un cas isolé. En Guadeloupe, pendant la grève générale entamée le 20 janvier 2009, des émeutes éclatent les 16 et 17 février ; le syndicaliste Jacques Bino est tué par balle à un barrage dans la

nuît suivante. Le 26 février, l'accord qui porte son nom accorde **200 euros par mois** aux salariés payés jusqu'à 1,4 SMIC ^{9,10}.

BRETAGNE 2013, AGRICULTEURS 2024

En Bretagne, le 26 octobre 2013, un millier de manifestants attaquent le portique écotaxe de Pont-de-Buis ; **trois jours plus tard, Jean-Marc Ayrault suspend la taxe dans toute la France**. Elle ne sera jamais appliquée ¹¹. La victoire a déplacé la facture : **958 millions d'euros d'indemnités et 9,83 milliards de recettes abandonnées**, selon la Cour des comptes, compensés par une hausse de la fiscalité du gazole. Céder était politiquement simple, pas gratuit ¹². En janvier 2024, des agriculteurs déversent du fumier sur des préfectures et un bâtiment de l'administration de l'environnement est soufflé par une explosion à Carcassonne ; **Gabriel Attal renonce à la hausse de la taxe sur leur gazole** ^{13,14}.

OUTRE-MER, 2024

Les territoires d'outre-mer contredisent toute règle du « zéro gain après destruction ». En Nouvelle-Calédonie, le projet de dégel du corps électoral est suspendu le 12 juin 2024, après des semaines d'émeutes ¹⁵. En Martinique, un conflit contre la vie chère mêlant barrages et commerces pillés ou incendiés débouche, en octobre 2024, sur un protocole visant une baisse des prix sur plus de 6 000 produits ¹⁶. Ni l'un ni l'autre ne permet d'attribuer le gain aux pillages ; tous deux montrent qu'un **pouvoir qui craint de perdre le contrôle d'un territoire cède ce qui lui coûte peu**.

ÉTATS-UNIS, KENYA, NÉPAL

Ailleurs, le schéma se répète. Aux États-Unis, le Fair Housing Act était bloqué en commission à la Chambre ; Martin Luther King est assassiné le 4 avril 1968, plus de cent villes s'embrasent, et **la commission vote le texte le 9 avril**, la troupe autour du Capitole. Lyndon Johnson le signe le 11 ¹⁷. Au Kenya, le 25 juin 2024, des manifestants envahissent le Parlement qui vient de voter la loi de finances ; le lendemain, **William Ruto renonce à la promulguer** ¹⁸. Le conflit fiscal n'est pas clos : la loi de finances 2026 relance de nouveaux prélèvements ¹⁹. Le Népal offre une autre issue : après la mort de 19 manifestants tués par la police puis l'incendie du Parlement, **le Premier ministre démissionne le jour même**, et les élections de mars 2026 donnent la majorité au parti RSP, 182 sièges sur 275 ^{20,21}.

Pourquoi ces fois-là

La violence n'a jamais suffi. Elle a rencontré un rapport de force déjà constitué et une décision que le pouvoir pouvait retirer.

Ce qui accompagnait la casse, cas par cas

Codage de nos campagnes françaises : intensité de 0 à 3 (blocage : 0 à 2)

	Grève	Blocage	Casse	Résultat
Gilets jaunes, 2018	☐ ☐ ☐	☒ ☒	☒ ☒ ☒	Obtendue
Bonnets rouges, 2013	☐ ☐ ☐	☒ ☐	☒ ☒ ☐	Partielle
Guadeloupe, 2009	☒ ☒ ☒	☒ ☒	☒ ☒ ☐	Obtendue
Agriculteurs, 2024	☐ ☐ ☐	☒ ☒	☒ ☒ ☐	Obtendue
Nouvelle-Calédonie, 2024	☐ ☐ ☐	☒ ☒	☒ ☒ ☒	Obtendue
Marins-pêcheurs, 1994	☒ ☒ ☐	☒ ☒	☒ ☒ ☒	Partielle
Jeunes contre le CIP, 1994	☐ ☐ ☐	☒ ☐	☒ ☒ ☐	Obtendue
CPE, 2006	☒ ☐ ☐	☒ ☒	☒ ☒ ☐	Obtendue
Émeutes, 2005	☐ ☐ ☐	☐ ☐	☒ ☒ ☒	Aucune
Émeutes, 2023	☐ ☐ ☐	☐ ☐	☒ ☒ ☒	Aucune
Retraites, 2023	☒ ☒ ☐	☒ ☐	☒ ☒ ☐	Aucune

Codage double puis arbitré, 1968-2025 ; résultat entre le début de la campagne et six mois après son pic. Les émeutes de 2005 et 2023 sont exclues des taux de l'article, faute de revendication adressée à une décision publique.

UNE DÉCISION QU'ON PEUT RETIRER

Dans ces victoires, **le pouvoir pouvait retirer une décision identifiable sans abandonner tout son programme** : une hausse de taxe pas encore entrée en vigueur en 2018, une taxe héritée de la majorité précédente et jamais appliquée en 2013, une loi votée la veille et pas encore signée au Kenya, une réforme électorale en Nouvelle-Calédonie, un texte prêt et bloqué à une voix près aux États-Unis. Les décisions sont venues en quelques jours ; il a fallu toutefois des votes du Congrès aux États-Unis et un accord entre plusieurs parties en Guadeloupe. Et dans les cas français les mieux documentés, la violence a rencontré **un soutien massif ou une mobilisation économique déjà engagée** : 72 à 75 % d'approbation et des milliers de ronds-points occupés pour les Gilets jaunes ²², un mois de grève générale en Guadeloupe, 91 % de soutien au mouvement agricole en février 2024 ²³.

RENNES, 1994

Quand ces conditions manquent, **la même violence ne rapporte rien d'identifiable**. Le 4 février 1994, à Rennes, des pêcheurs affrontent la police et le Parlement de Bretagne brûle. L'aide de 300 millions de

francs avait été annoncée deux jours plus tôt ; la revendication centrale, une clause de sauvegarde contre les importations, relevait de Bruxelles, qui la refuse le 11 février ^{24,25}. Le même gouvernement retire en cinq semaines, la même année, le contrat d'insertion professionnelle contesté par une jeunesse massivement dans la rue ²⁶ : **le levier, en 1994, c'est un Premier ministre qui prépare sa présidentielle, pas l'incendie.**

LE CPE, 2006

À l'inverse, **la victoire la plus nette de la période n'a presque rien dû à la casse.** En 2006, le contrat première embauche est déjà voté et promulgué ; soixante universités sont bloquées ou perturbées, plus d'un million de personnes défilent, la majorité se divise entre Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy, et le texte est remplacé en avril ^{27,28}. Sans grève reconductible dans l'énergie : **le blocage était celui des facs, et le pouvoir était divisé.**

ÉMEUTES SANS MOUVEMENT

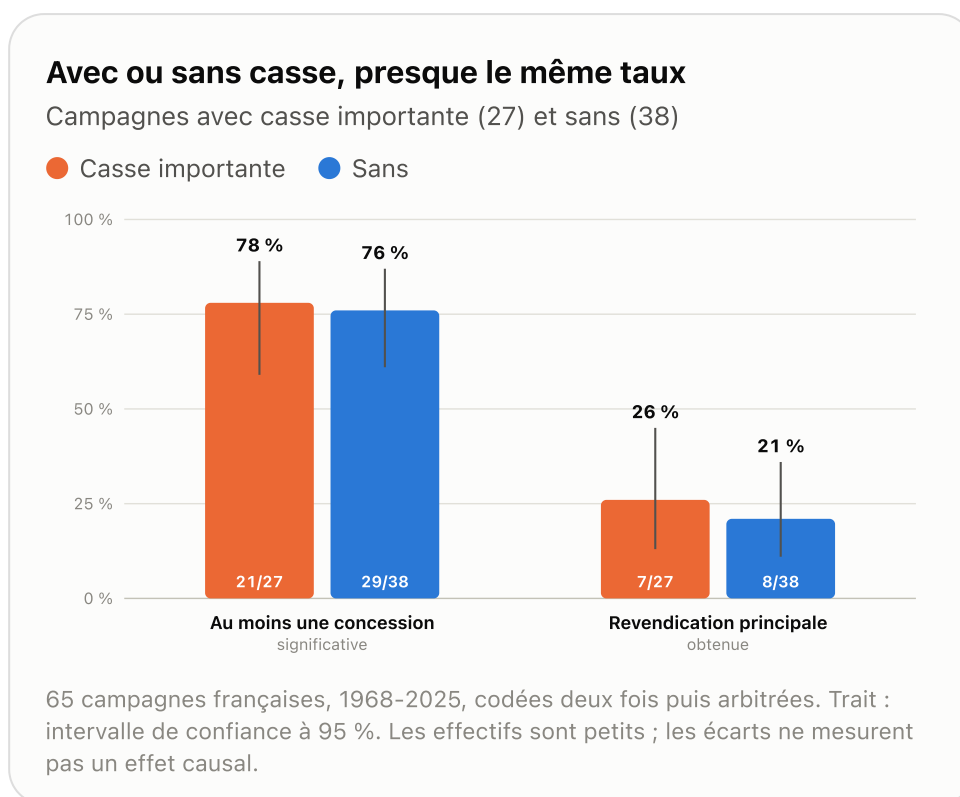
Les émeutes sans mouvement organisé **obtiennent moins encore, et parfois l'inverse de ce qu'elles réclament.** Après trois semaines d'émeutes en 2005, la réponse législative est la loi pour l'égalité des chances : apprentissage dès 14 ans, contrat de responsabilité parentale et contrat première embauche ²⁹. Après celles de 2023, le comité interministériel des villes veut généraliser l'interdiction d'attribuer des logements sociaux des quartiers les plus pauvres aux ménages les plus modestes ³⁰. Et en 2023, quatorze journées de mobilisation, 1,28 million de manifestants et des violences le 23 mars n'ont rien changé à une réforme que l'exécutif avait érigée en marqueur ^{31,32}.

CONCESSION ET RÉPRESSION

Dernier trait commun : **la concession arrive avec la répression.** Le Fair Housing Act a été voté dans le même ensemble législatif que l'Anti-Riot Act, qui fédéralise certaines infractions d'émeute liées à des déplacements entre États ^{17,33}. Les mesures de décembre 2018 ont été suivies de la loi anticasseurs d'avril 2019 ³⁴. Au Kenya, la Commission nationale des droits humains a recensé 82 enlèvements en six mois et 115 morts de juin 2024 à juillet 2025 ^{35,36}.

Ce que disent les grands nombres

Dans notre échantillon, la casse distingue peu les taux de concession. Les blocages étendus distinguent davantage les victoires complètes.



65 CAMPAGNES

Les cas célèbres sont choisis parce qu'ils ont réussi.

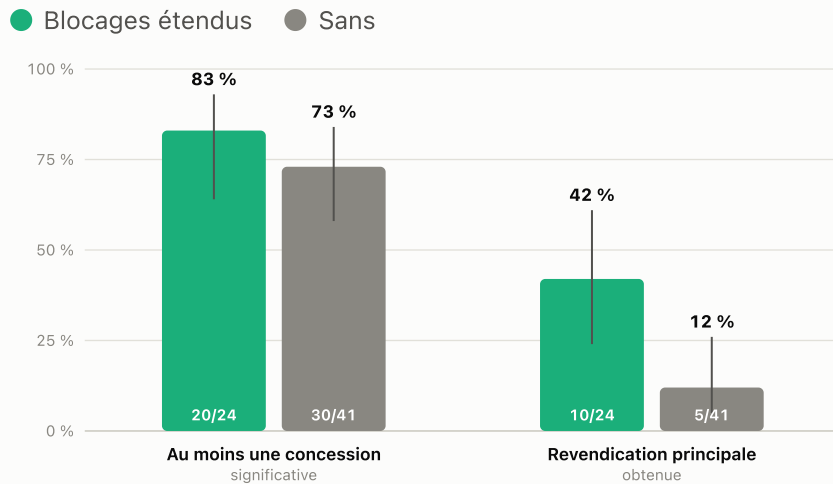
Pour juger, il faut des échantillons. Nous avons examiné 67 campagnes françaises, de Mai 68 à l'automne 2025, codées séparément deux fois puis arbitrées. Les taux portent sur 65 : les émeutes de 2005 et 2023, sans revendication adressée à une décision publique, en sont exclues ; quatre campagnes comportant une lutte armée restent incluses. Une concession compte dès le début du conflit et jusqu'à six mois après son pic ³⁷.

AVEC OU SANS CASSE

Une concession significative est obtenue dans **78 % des campagnes avec casse importante et dans 76 % des autres**. La revendication principale, elle, **n'est obtenue qu'une fois sur quatre : 26 % avec casse, 21 % sans**.

Le blocage étendu sépare les victoires

Campagnes avec blocages étendus (24) et sans (41)



65 campagnes françaises, 1968-2025, codées deux fois puis arbitrées. Trait : intervalle de confiance à 95 %. Les effectifs sont petits ; les écarts ne mesurent pas un effet causal.

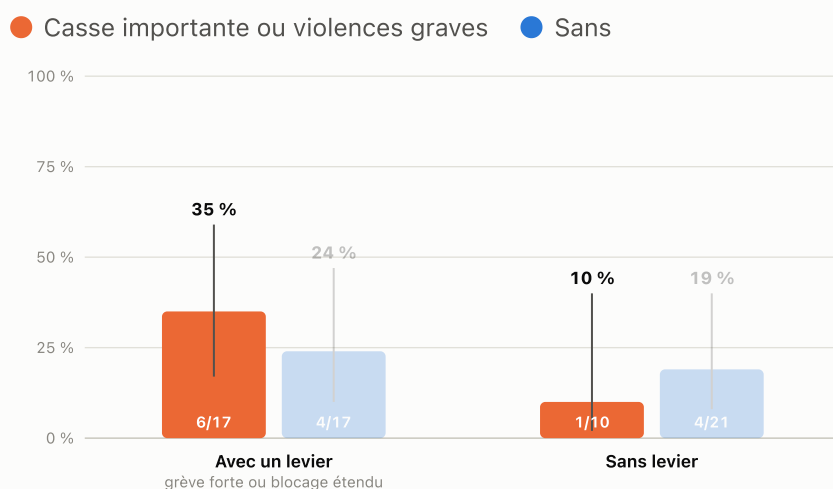
LE BLOCAGE

Ce qui sépare les gagnants, c'est le levier.

Les campagnes avec des blocages étendus obtiennent leur revendication principale dans **42 % des cas** (10 sur 24), contre **12 % des autres**.

Sans levier, la casse ne gagne presque jamais

Revendication principale obtenue ; levier : grève forte ou blocage étendu



65 campagnes françaises, 1968-2025, codées deux fois puis arbitrées. Trait : intervalle de confiance à 95 %. Les effectifs sont petits ; les écarts ne mesurent pas un effet causal.

SANS LEVIER

Et la casse sans levier ne gagne presque jamais : **une seule des dix campagnes avec casse importante ou violences graves, sans grève forte ni blocage étendu**, a obtenu sa revendication principale, contre **six sur dix-sept** quand la violence accompagnait un tel levier. Ce corpus compare des campagnes ; il ne mesure pas le rendement propre du pillage.

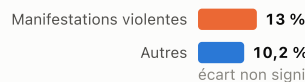
Ailleurs non plus, pas de prime à la violence

Chaque base a sa propre définition du succès : comparer à l'intérieur d'un bloc, pas entre blocs

● Avec violence (selon la base) ● Sans

France, 547 manifestations, 1990-2020

réponse conciliante de l'État



Monde, 2 809 protestations, 2006-2020

obtiennent quelque chose



Monde, grandes campagnes, 1900-2006

succès



Campagnes non violentes, avec ou sans flanc armé

succès



Mass Mobilization (Clark & Regan) ; Ortiz et al. 2022 ; Stephan & Chenoweth 2008 ; Chenoweth & Schock 2015.

LES AUTRES BASES

Les autres bases changent d'échelle et de définition du succès ; **aucune ne dégage de prime générale à la violence**. En France, sur 547 manifestations recensées de 1990 à 2020 par la presse internationale, l'État répond de façon conciliante, ce qui peut se limiter à recevoir les manifestants, après 13 % des manifestations violentes et 10 % des autres : l'écart n'est pas significatif ^{38,39}. Dans un document de travail non publié, Emiliano Huet-Vaughn étudie 2 087 épisodes français de 1980 à 1995 : les dégradations y sont associées à moins de concessions dans les sept jours, avec un taux de concession de 2,1 % ; son estimation causale reste fragile ⁴⁰. Dans le monde, sur 2 809 protestations, celles qui comportent vandalisme ou pillage obtiennent quelque chose dans 43 % des cas, les boycotts dans 63 %, les grèves de commerçants dans 75 % ⁴¹.

LA LUTTE ARMÉE, EN RÉFÉRENCE

La lutte armée sert de point de comparaison, pas de modèle : les campagnes armées réussissent deux fois moins que les campagnes non violentes, **26 % contre 53 %** de 1900 à 2006 ⁴². Parmi les grandes campagnes non violentes étudiées par Erica Chenoweth et Kurt Schock, celles qui ont un flanc armé en leur sein réussissent dans 41 % des cas, contre 60 % sans ; l'écart n'est pas statistiquement établi, et il porte sur des armes, pas sur des vitrines ⁴³.

Le prix, poste par poste

Ce que coûte la violence dépend autant de qui casse, et de qui l'opinion tient pour responsable, que de ce qui est cassé.

L'opinion distingue le mouvement de ses violences.

En 2023, 13 % des Français approuvent les sabotages d'infrastructures et d'exploitations agricoles par des militants écologistes, 7 % jugent justifiées les violences de certains manifestants ^{44,45}. Mais le soutien au mouvement agricole atteint 91 % en février 2024, après les destructions de janvier ; ce n'est pas une approbation de l'explosion de Carcassonne ²³. En 2023, après le 49.3 et les violences du 23 mars, 63 % approuvaient encore le mouvement contre la réforme des retraites, 80 % condamnaient les violences, et **62 % jugeaient l'exécutif principal responsable du conflit**, neuf points de plus qu'au 10 mars ⁴⁶. Le soutien peut résister à la violence quand l'exécutif porte la responsabilité du conflit. Cela ne garantit pas une concession.

La violence peut aussi coûter du soutien.

À Barcelone, en 2016, une émeute liée à l'expulsion d'un squat a éclaté pendant une enquête d'opinion : la sympathie pour le mouvement des Indignés a **chuté de 12 points** ⁴⁷. L'approbation des Gilets jaunes est passée de **75 % fin novembre 2018 à 53 % en mars 2019**, au fil des samedis ^{22,48}.

La justice frappe différemment selon qui casse.

Le ministère recense 4 825 condamnations pour des infractions commises du 27 juin au 7 juillet 2023 dans le champ des violences urbaines. Parmi les majeurs, **42 % ont reçu une peine de prison ferme ou partiellement ferme, contre 23 % tous délits confondus** ; 43 % des condamnations ont été prononcées en comparution immédiate, contre 10 % habituellement ⁴⁹. Les Gilets jaunes ont compté 11 203 gardes à vue et 3 204 condamnations ⁵⁰. Les agriculteurs de 2024, eux, ont vu le ministre de l'Intérieur demander « une grande modération » aux préfets : « On ne répond pas à la souffrance en envoyant des CRS » ¹³.

Les corps et l'argent.

Le journaliste David Dufresne a recensé 30 personnes éborgnées et 6 mains arrachées dans les manifestations de décembre 2018 à janvier 2021 ⁵¹. Les émeutes de 2023 ont coûté **793 millions d'euros** aux assureurs ; dans les données provisoires, les biens des collectivités représentaient 4 % des sinistres et 27 % de leur coût ⁵². La loi de finances 2026 prévoit une garantie obligatoire contre les émeutes et un fonds adossé à l'État, dont l'entrée en vigueur attend un décret après validation européenne ⁵³.

L'attention, au prix du sujet.

Le 16 mars 2019, les chaînes d'information ont consacré **78 % de leur temps d'antenne** aux Gilets jaunes et à leurs violences, et 6 % à la « marche du siècle » pour le climat ⁵⁴. La casse attire les

caméras ; elle les détourne de la revendication.

Les élections : un coût réel, plus faible qu'on ne le dit.

Aux États-Unis, les émeutes d'avril 1968 ont fait passer **1,5 à 7,9 points** d'électeurs blancs vers Nixon ⁵⁵. En France, aucune étude n'isole l'effet des émeutes sur le vote. Aux européennes de 2019, après six mois de Gilets jaunes, **le RN obtient 23,3 %, moins que les 24,9 % du FN en 2014** ^{56,57}. Après 2005, Nicolas Sarkozy gagne onze points de popularité ⁵⁸, mais les quartiers des émeutes connaissent aussi des inscriptions record sur les listes électorales en 2006 ⁵⁹. Le RN n'a pas besoin de la casse pour mener : il était à 31 à 37 % des intentions de vote avant le 17 octobre ⁶⁰.

En ligne, les modérés se taisent.

Un document de travail de 2026 suit 24 076 utilisateurs de 292 pages Facebook des Gilets jaunes : sur une page plus radicale d'un écart-type, les moins radicaux ont **9 points de plus de probabilité de cesser d'y publier** que les plus radicaux. L'étude ne mesure pas leur départ des manifestations ⁶¹.

Ce que chaque moyen rapporte et coûte

Effets documentés, France d’abord

	Concessions	Opinion	Justice et police	Coûts	Élections	Ce qui reste au 20 octobre 2026
Pillage	? aucun gain propre isolé ; concessions dans des conflits mêlant pillages et barrages (outre-mer, 2024)	-- émeutes de 2023 : 89 % y voient un « prétexte pour casser »	-- violences urbaines 2023 : 42 % de prison ferme parmi les majeurs condamnés, contre 23 %	-- émeutes 2023 : 793 M€ assurés ; biens des collectivités, 27 % du coût	? pas d’étude française	-- garantie émeutes prévue par la loi de 2026 ; loi Attal largement censurée
Incendie de bâtiments publics	± rien d’identifiable à Rennes (1994) ; concessions après les violences en Corse et en Nouvelle-Calédonie	-- 93 % condamnent les violences contre les bâtiments publics (2023)	-- état d’urgence (2005, Nouvelle-Calédonie 2024)	-- ensemble des émeutes calédoniennes de 2024 : 945 M€ assurés	? pas d’étude	? pas de recul
Casse diffuse, cortèges ou émeutes urbaines	-- association négative à sept jours, France 1980-1995 ; estimation causale fragile	-- -12 points de soutien (Barcelone 2016)	-- 2005 : 4 770 interpellations, 763 incarcérés	-- 2005 : 200 à 250 M€ assurés	? pas d’effet causal français mesuré ; inscriptions accrues dans les quartiers après 2005	± loi pour l’égalité des chances (2006)
Émeute au sommet d’un mouvement majoritaire	± rapide si l’objet est bon marché : 10 Md€ en 9 jours (2018) ; rien en 2023	± selon la faute : 75 → 53 % (2018-2019) ; 63 % maintenus (2023)	-- Gilets jaunes : 11 203 gardes à vue, 3 204 condamnations	-- Gilets jaunes : environ 200 M€ assurés	-- 1968 : 1,5 à 7,9 points vers Nixon ; RN 2019 sous le FN 2014	+ composante carbone gelée depuis 2018 ; prime d’activité : +4,1 Md€ dépensés en 2019
Sabotage de l’instrument	+ écotaxe suspendue en 3 jours (Pont-de-Buis)	± 13 % approuvent les sabotages écologistes (2023) ; 91 % soutiennent le mouvement agricole (2024)	± « grande modération » demandée aux préfets (2024)	-- écotaxe : 958 M€ d’indemnités, 9,8 Md€ de recettes perdues	? pas d’étude	+ écotaxe nationale abandonnée sans jamais être appliquée
Affrontements avec la police	0 aucune concession par ce seul moyen	-- « comprendre » la violence : 42 → 31 % en une semaine (2023)	-- tirs de LBD : 6 604 (2016), 19 071 (2018)	-- 997 policiers et gendarmes blessés le 17 octobre	? pas d’étude	± doctrine durcie, puis encadrée par le Conseil d’État
Lutte armée (référence)	-- 3 objectifs politiques atteints sur 42	? aucune mesure directe du soutien en France	-- dissolutions, longues peines	-- vies perdues	? pas d’étude française	± Corse, Nouvelle-Calédonie : statuts après des décennies

+ favorable au mouvement · – coût ou résultat défavorable · ± contrasté · ? effet propre non mesuré. Montants et sanctions portent souvent sur tout l’épisode. Sources dans le texte.

Le 17 octobre, à cette aune

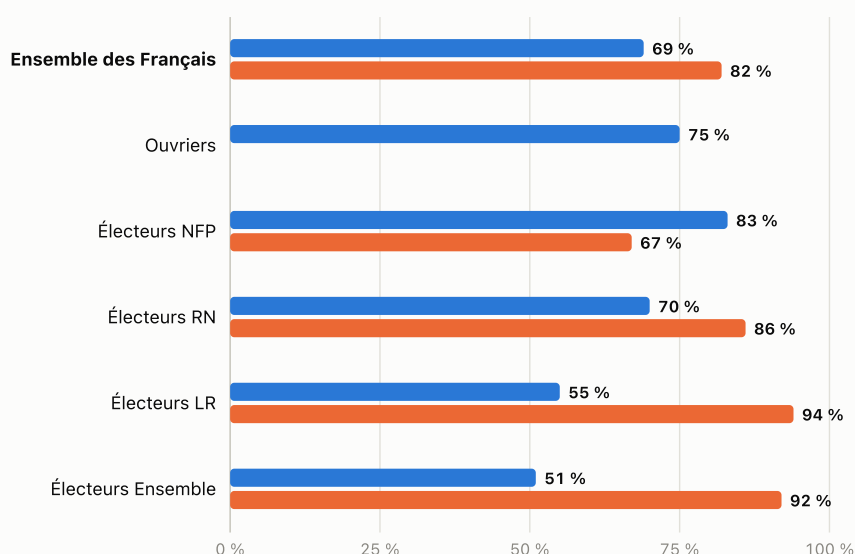
Les pillages et les incendies ont dominé les images du 17 octobre. Le mouvement garde pourtant des atouts que ni 2005 ni les émeutes de 2023 n'avaient, et un handicap que 2018 n'avait pas.

Une coalition large, qui rejette la violence

Elabé pour BFMTV, terrain 14-16 octobre 2026, 1 506 adultes

■ Approuvent la mobilisation du 17

■ Jugent la violence jamais acceptable pour une revendication



Deux questions du même sondage, posées avant le 17. Aucun sondage postérieur aux violences publié au 19 octobre.

LE 17 OCTOBRE

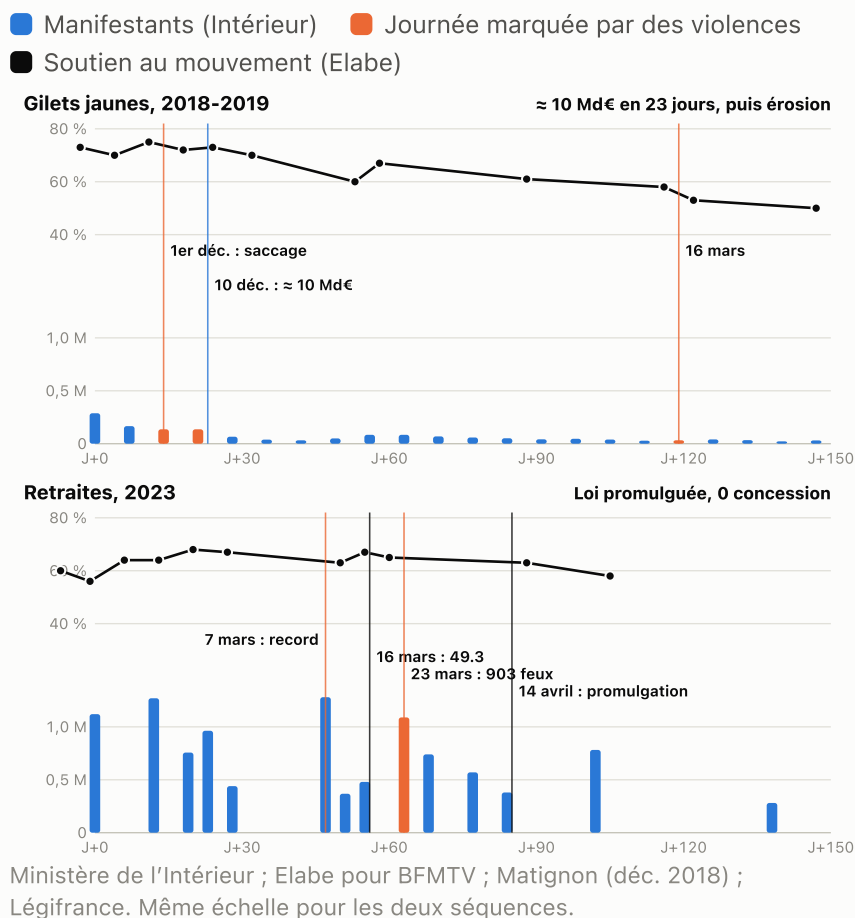
Le 17 octobre a réuni 550 000 personnes selon l'Intérieur, 800 000 selon les organisateurs ⁶². La veille, **69 % des Français approuvaient la mobilisation**, dont 70 % des électeurs du Rassemblement national et 75 % des ouvriers ⁶³. Puis sont venus les pillages et les dégradations : 1 500 commerces touchés selon la grande distribution, au moins 3 000 selon le ministre Papin ; à Limoges, l'hôtel de ville a brûlé, et le siège de CNews a été attaqué ^{64,65,66,67}. Au 20 octobre, la justice compte **2 513 gardes à vue et 67 incarcérations** ; des couvre-feux partiels s'appliquent à Paris, Lyon, Lille, Nice, Douai et, pour les mineurs, à Bordeaux ⁶⁸. Le projet « casseurs-payeurs », présenté le 16 septembre et examiné au Sénat à partir du 27 octobre, étendrait la responsabilité civile aux personnes maintenues après sommation dans un attroupement violent où des dégradations sont commises, dans la limite de 10 000 euros par personne ^{69,70}.

LES FAIBLESSES

La même enquête montre la limite de cette coalition : **82 % des Français, et 86 % des électeurs du RN**, jugent la violence jamais acceptable pour défendre une revendication ⁶³. Les pillages et l'incendie de Limoges ne visent aucun dispositif précis à retirer : la vie chère n'a pas de portique. La CGT les a condamnés ; ils ne constituent pas une stratégie établie du mouvement ⁷¹. Mais **le mouvement n'a ni délégués, ni plateforme écrite** : l'appel est né sur TikTok et son auteur s'est retiré ⁷². Les lycéens, son contingent le plus mobile, sont en vacances jusqu'au 2 novembre, et leur mouvement n'est approuvé que par 37 % des électeurs du RN ⁶³. En 2018, le deuxième samedi des Gilets jaunes n'avait rassemblé que 58 % du premier ¹.

Même soutien, cinq fois plus de monde, zéro concession

Jours depuis le début de chaque séquence. Les deux panneaux ont exactement la même échelle.



Ses atouts sont ceux de décembre 2018, pas ceux de 2023.

Sa revendication porte sur des prix et des revenus, que l'État peut céder sans abandonner une réforme. Le gouvernement est minoritaire, en plein examen du budget ⁷³ ; en octobre 2025, la suspension de la réforme des retraites lui avait acheté la non-censure du Parti socialiste ^{74,75}. **Le gazole a augmenté de 44 % en un an** ⁷⁶ ; la vente des stocks stratégiques, annoncée avant le 17 et censée réduire son prix de 12 à 18 centimes à partir du 1er novembre, ne soulagera pas réellement le pouvoir d'achat selon 88 % des Français ^{77,63}. Les syndicats ne se sont pas désolidarisés et maintiennent la grève du 5 novembre

⁷⁸. Un lycéen a perdu une main et une adolescente un œil ; si les enquêtes les imputent aux forces de l'ordre, la responsabilité peut changer de camp.

Son handicap, c'est la marge, pas l'absence d'argent.

En décembre 2018, l'exécutif pouvait laisser filer le déficit. Le budget 2027 prévoit **54 milliards d'euros d'effort** et vise un déficit de 5 % du PIB ⁷⁹ : chaque milliard concédé se négocie contre une économie ailleurs, sous l'œil des marchés et de Bruxelles. Mais le budget n'est pas figé : en une semaine de débat, en rejetant des économies proposées par le gouvernement, comme la baisse de l'abattement fiscal des retraités, les députés ont **dégradé le déficit de 10 milliards d'euros**, selon le ministre des Comptes publics, qui défend son texte ⁷³. Et une partie des gels coûte peu à lever : ceux de la prime d'activité, des aides au logement et des allocations familiales doivent rapporter **environ 930 millions d'euros en 2027** ^{80,81}, davantage en année pleine. La mesure la plus lourde vise les pensions au-dessus de 1 260 euros, dont la revalorisation sera fixée par décret : un gel complet rapporterait environ 4 milliards ⁸². La concession possible est plus petite qu'en 2018 ; elle n'est pas hors de portée.

6

Notre réponse

Faut-il casser ? Pour ce mouvement, maintenant, non. Pas par morale : par calcul.

Le pillage, non, sans réserve.

Aucun résultat de notre dossier n'isole un gain propre au pillage. Il expose à une réponse pénale sévère, fait payer des commerçants et des salariés qui n'y sont pour rien, et offre au gouvernement l'occasion de parler d'ordre plutôt que de prix. Chaque vitrine brisée le 17 octobre a servi la thèse des « factieux ».

L'incendie de bâtiments publics et les violences contre les personnes, non plus.

93 % des Français condamnent les violences contre les bâtiments publics ⁸³, 6 % jugent justifiée la violence contre les forces de l'ordre ⁴⁵. L'incendie du Parlement de Bretagne n'a rien rapporté d'identifiable aux pêcheurs. Ceux qui en paient le prix sont les habitants : en 2023, les dommages aux biens des collectivités représentaient plus du quart du coût des sinistres assurés.

L'émeute ne se décide pas ; ce qui se décide, c'est la distance.

L'histoire montre qu'une émeute au sommet d'un mouvement majoritaire peut hâter une concession, en métropole comme outre-mer. Mais le mouvement ne la contrôle pas, et elle ne protège son soutien que si l'opinion tient le pouvoir pour responsable du conflit. Un service d'ordre, des parcours à l'écart des zones commerçantes et une condamnation immédiate des pillages ne relèvent pas de la morale : c'est une façon de protéger les participants et de rendre visible la distinction avec les pilleurs.

Le sabotage ciblé n'a pas de cible évidente ici.

Les portiques de l'écotaxe matérialisaient la taxe contestée. La vie chère n'a pas d'équivalent, et détruire un dépôt de carburant frapperait les salariés et les automobilistes que le mouvement dit défendre.

Le levier, c'est le blocage qui dure.

Dans notre échantillon, les campagnes avec des blocages étendus obtiennent leur revendication principale plus de trois fois plus souvent que les autres : **42 % contre 12 %**. En janvier 2023, 57 % des Français disaient qu'ils comprendraient que des grévistes bloquent le pays ⁸⁴, quand 26 % approuvent les blocages de routes par des militants écologistes ⁴⁴. Mais bloquer ne garantit pas de gagner : les raffineries ont été bloquées en 2010, et les grèves fortes de 2023 n'ont pas empêché la réforme ^{85,32}. Au 20 octobre, aucun nouveau préavis reconductible n'a été identifié dans l'énergie ou les transports ; la situation de la raffinerie de Normandie reste à établir ⁸⁶. **Le test du 5 novembre sera la reconduction effective des arrêts et leur durée, pas la taille du cortège.**

Et une demande qu'un gouvernement peut céder, portée par des délégués.

« Macron démission » n'ouvre aucune négociation. La CFDT demande 100 euros mensuels pour les salariés et les agents publics ⁸⁷, mais une hausse de salaire dans le privé dépend d'abord des employeurs. Pour peser tout de suite sur le budget, il faut choisir une demande vérifiable : **rétablir en 2027 la revalorisation de la prime d'activité, des aides au logement et des allocations familiales**. Le budget en attend environ 930 millions d'euros d'économies en 2027 ^{80,81}, moins de 2 % de l'effort prévu, puis davantage : 1,4 milliard en 2028 pour la seule prime d'activité et les aides au logement, selon l'évaluation du gouvernement. Le RSA, l'AAH et le minimum vieillesse restent indexés ⁸⁸. La prime d'activité est celle que les Gilets jaunes avaient fait revaloriser en 2018. Les pensions au-dessus de 1 260 euros sont un enjeu plus lourd : leur revalorisation sera fixée par décret, et un gel complet rapporterait environ 4 milliards d'euros ⁸². Le budget réduit aussi de 600 millions d'euros l'allocation de rentrée scolaire ⁸¹. Les délégués doivent obtenir un engagement écrit sur les prestations couvertes, le montant budgété et la date d'effet. Une conférence salariale promise ne vaut pas cette concession.

7

Les six prochains mois

Trois scénarios, nos probabilités, et les seuils qui nous feront les réviser.

Décrue négociée, 40 %.

Les samedis faiblissent, comme après le premier pic des Gilets jaunes ; le 5 novembre est massif mais sans blocage durable. Le gouvernement achète la neutralité du Parti socialiste par des concessions dans le budget, une mesure sur les prestations ou les bas salaires, et fait passer le reste par 49.3 ou par ordonnance. La loi « casseurs-payeurs » est adoptée. Le mouvement obtient quelque chose, beaucoup moins qu'en 2018.

Pourrissement sans concession, 40 %.

Des samedis de moins de 100 000 personnes, une casse récurrente en marge, des couvre-feux prolongés ; l'approbation passe sous 50 % et les électeurs du RN décrochent. Le budget passe sans

nouveau geste ; la baisse du gazole avait été annoncée avant le 17 octobre. C'est 2016 ou 2023 avec une coloration Gilets jaunes.

Escalade et crise politique, 20 %.

Des arrêts reconduits bloquent durablement l'énergie ou les transports, ou une nouvelle violence grave du maintien de l'ordre relance la mobilisation. Le gouvernement négocie davantage, affronte une censure ou répond par les réquisitions et la répression. L'escalade peut donc aussi finir en défaite.

NOS PARIS

Nous mettons à égalité la décrue négociée et le pourrissement : le budget offre un véhicule de concession et le gouvernement cherche à éviter la censure, mais il a peu d'argent, le mouvement n'a pas de délégués et la casse a donné l'initiative au discours d'ordre. L'escalade reste minoritaire parce qu'aucun blocage durable n'est engagé. Ce sont nos paris, à réviser sur les faits.

Les six prochains mois

Calendrier et probabilités estimées par la rédaction au 20 octobre 2026

- **21 oct.** Syndicats reçus à Matignon
- **24 oct.** « Acte II » des Gilets jaunes
- **27 oct.** Vote du budget de la Sécurité sociale ; « casseurs-payeurs » au Sénat
- **31 oct.** Nouvelle journée des Gilets jaunes
- **1er nov.** Baisse annoncée du gazole, 12 à 18 centimes
- **2 nov.** Rentrée scolaire, retour des lycéens
- **5 nov.** Grève interprofessionnelle
- **17 nov.** Date limite annoncée de première lecture du budget de l'État
- **26 nov.** Fin du délai du budget de la Sécurité sociale
- **17-18 déc.** Fin du délai de 70 jours du budget de l'État : ordonnance possible
- **18 avril 2027** Premier tour de la présidentielle

Décrue négociée



Concessions dans le budget pour éviter la censure ; beaucoup moins qu'en 2018.

Pourrissement



Samedis en recul, casse récurrente, aucun nouveau geste.

Escalade



Blocage durable ou nouvelle violence grave : négociation accrue, censure, ou durcissement sans victoire.

Sources : Matignon, Assemblée nationale, Sénat, intersyndicale, ministère de l'Éducation nationale.

Nos seuils de révision, choisis par la rédaction :

Date	Signal	Le mouvement gagne du levier si...	Il en perd si...
21 oct.	Sortie de Matignon	engagement écrit sur une mesure, son montant et sa date d'effet	aucune mesure chiffrée
24 et 31 oct.	Participation aux samedis (Intérieur)	plus de 300 000	moins de 150 000
Dès publication	Premier sondage après la casse	approbation d'au moins 60 %	moins de 50 %, ou moins de 55 % chez les électeurs RN
27 oct.	Vote du budget de la Sécurité sociale	concessions arrachées au Parti socialiste	adoption sans geste
5 nov.	Grévistes par secteur, puis reconduction	plus de 30 % à la SNCF, plus de 25 % dans l'Éducation, reconduction suivie d'arrêts effectifs	moins de 15 %, sans reconduction
Après le 5 nov.	Blocage de l'énergie	expéditions arrêtées dans au moins trois raffineries plus d'une semaine	arrêts isolés
Dès publication	Enquêtes sur les blessures du 17	responsabilité de policiers établie	aucun basculement d'opinion

Aucun chiffre français ne permet d'attribuer à la casse un nombre de voix en avril 2027. Obtenir une mesure ne garantit pas non plus d'en recueillir le bénéfice électoral : en 2019, les Gilets jaunes avaient obtenu dix milliards, et le RN est arrivé en tête. La décision immédiate est plus simple : arriver à Matignon avec une demande budgétaire et des délégués mandatés.

Comment cet article a été fait

Il s'appuie sur trois recherches documentaires menées le 20 octobre 2026 (effets des moyens violents, épisodes historiques, perspectives), sur 67 campagnes françaises examinées et codées séparément deux fois puis arbitrées, dont 65 retenues pour les taux, et sur les données d'opinion et de concessions détaillées dans la version longue de cette analyse. Trois modèles d'IA ont été chargés de défendre des thèses opposées, puis trois relecteurs, dont deux adversaires, ont contesté le texte ; leurs objections ont été vérifiées avant d'être retenues. Les probabilités des scénarios sont des estimations de la rédaction.

Sources

88 références, numérotées dans l'ordre de première citation.

HISTOIRE

1. Wikipédia, « Déroulement du mouvement des Gilets jaunes », compilation acte par acte des chiffres du ministère de l'Intérieur (source de compilation, signalée comme telle). [lien](#)
3. Vie publique, déclaration d'Édouard Philippe du 4 décembre 2018 : moratoire de six mois sur la hausse des taxes carburants. [lien](#)
4. Assemblée nationale, compte rendu de la première séance du 5 décembre 2018 (article 50-1), abandon de la hausse pour 2019. [lien](#)
6. franceinfo, décembre 2018, « Comment le gouvernement compte-t-il financer les mesures ? », environ 10 Md€. [lien](#)
9. La 1ère, « LKP : la mort de Jacques Bino, devenu symbole du mouvement ». [lien](#)
10. France 24, 5 mars 2009, « Le LKP et l'État signent un accord mettant fin au conflit ». [lien](#)
11. En Vitor, « 26 octobre 2013 : les Bonnets rouges à l'assaut du portique écotaxe de Pont-de-Buis », suspension annoncée dans les jours suivants. [lien](#)
12. franceinfo, 2017, « Écotaxe : la Cour des comptes dénonce l'abandon du projet », 958 M€ d'indemnités, 9,83 Md€ de recettes perdues. [lien](#)
17. U.S. House of Representatives, History, « The Fair Housing Act of 1968 », vote du 10 avril 1968. [lien](#)
24. Encyclopædia Universalis, « 1er-15 février 1994 : grève et actions violentes des marins-pêcheurs ». [lien](#)
25. France 3 Bretagne, 2024, « Il y a 30 ans, l'incendie du Parlement de Bretagne ». [lien](#)
26. Encyclopædia Universalis, « 3-31 mars 1994 : retrait du CIP après cinq semaines de mobilisation des jeunes ». [lien](#)
27. Café pédagogique, 5 avril 2006, « CPE : le printemps des anti-CPE », 60 universités bloquées ou perturbées, 559 lycées. [lien](#)
28. Légifrance, loi n° 2006-457 du 21 avril 2006, qui remplace le contrat première embauche (art. 8 de la loi du 31 mars 2006). [lien](#)
31. Journal de l'économie, mars 2023, « Réforme des retraites : nouveau record de mobilisation le 7 mars 2023 », 1,28 million selon l'Intérieur. [lien](#)
32. Légifrance, loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, JO du 15 avril. [lien](#)
56. Ministère de l'Intérieur, résultats des élections européennes du 26 mai 2019 : RN 23,34 %. [lien](#)
57. Élections européennes de 2014 en France : FN 24,86 %. [lien](#)
85. Légifrance, loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites. [lien](#)

PRESSE ET SONDAGES

2. franceinfo, décembre 2018, « Comment la mobilisation des Gilets jaunes a mis Édouard Philippe sur la sellette » (cellule de crise du 2 décembre, d'après *Le Figaro*). [lien](#)
5. Élysée, adresse du président de la République du 10 décembre 2018. [lien](#)
13. Reporterre, 2024, « Incendies, destructions : pourquoi Darmanin laisse faire les agriculteurs » (DREAL de Carcassonne, consignes de « grande modération »). [lien](#)
22. Elabe pour BFMTV, 5 décembre 2018, après le 1er décembre : 72 % d'approbation (75 % une semaine plus tôt), 82 % condamnent, 37 % comprennent. [lien](#)
23. Odoxa, 21 février 2024, « Crise des agriculteurs : le soutien à la mobilisation progresse encore » (91 %). [lien](#)
44. Odoxa-Fiducial pour *Le Figaro*, baromètre sécurité « Les Français et l'activisme écologique », terrain 21-22 juin 2023, 1 005 personnes, publié le 17 juillet 2023 : sabotages d'infrastructures et d'exploitations agricoles, 13 % approuvent, 85 % désapprouvent ; blocages de routes et d'aéroports, 72 % désapprouvent ; 73 % acceptent les moyens de l'antiterrorisme contre les saboteurs. [lien](#)
45. Ipsos-Sopra Steria, « Fractures françaises 2023 » : violence de certains manifestants 7 % justifiée, 28 % compréhensible ; violence contre les forces de l'ordre 6 % justifiée. [lien](#)

46. Elabe pour BFMTV, « Climat social : réforme des retraites (vague 12) et méga-bassines », terrain 28-29 mars 2023, n = 1 005 : 63 % approuvent la mobilisation, 62 % tiennent l'exécutif pour responsable du conflit, 80 % condamnent les violences. [lien](#)
48. Elabe pour BFMTV, 20 mars 2019, après le 16 mars : 53 % d'approbation, 84 % condamnent les violences. [lien](#)
51. David Dufresne, recensement « Allô Place Beauvau », bilan final de janvier 2021 (relais) : 30 éborgnés, 6 mains arrachées. [lien](#)
54. INA, *La Revue des médias*, « Les Gilets jaunes, trou noir médiatique » : 16 mars 2019, 78 % du temps d'antenne des chaînes d'information contre 6 % pour la marche pour le climat. [lien](#)
58. Ipsos-Le Point, novembre 2005, « Banlieues : l'opinion adresse un satisfecit à Nicolas Sarkozy », +11 points. [lien](#)
60. Intentions de vote pour la présidentielle de 2027, compilation (terrains antérieurs au 17 octobre 2026) : Marine Le Pen entre 31 et 37 %. [lien](#)
62. Wikipédia, « Manifestations du 17 octobre 2026 » : page d'événement récent, utilisée comme compilation provisoire, signalée comme telle. [lien](#)
63. Elabe pour BFMTV, 16 octobre 2026, « Les Français et les mobilisations sociales », terrain 14-16 octobre, 1 506 personnes, avant la journée. [lien](#)
64. franceinfo, octobre 2026, « Une facture financière très élevée : 1 500 commerçants ont été touchés par les violences en marge de la mobilisation du 17 octobre, selon une fédération de la distribution » (FCD). [lien](#)
65. LCP, octobre 2026, « Commerces ravagés et pillés le 17 octobre : l'État au chevet des entreprises » (le ministre Papin : « 3 000 au moins »). [lien](#)
66. Préfecture de la Haute-Vienne, communiqué « Mouvement contestataire du 17/10 : déroulé des faits » (A20, incendie de l'hôtel de ville à 17 h 56, personnels présents). [lien](#)
68. Europe 1, 19-20 octobre 2026, direct « Violences urbaines » : 2 513 gardes à vue, 67 incarcérations, couvre-feux. [lien](#)
71. Boursorama/AFP, octobre 2026, Sophie Binet : la CGT a « condamné immédiatement » les violences. [lien](#)
72. La Clé publique, 17 octobre 2026, « De TikTok aux manifestations des Gilets jaunes ». [lien](#)
73. LCP/AFP, 20 octobre 2026, budget de l'État : l'Assemblée détricote le projet du gouvernement ; selon David Amiel, la première semaine de débats a « mené à une dégradation du déficit public de 10 milliards d'euros ». [lien](#)
74. France 24, 14 octobre 2025, déclaration de politique générale de Lecornu : suspension de la réforme des retraites, condition du PS. [lien](#)
75. LCP, octobre 2025, « Le PS ne censurera pas le gouvernement ». [lien](#)
77. Boursorama/AFP, 12 octobre 2026, « Le gouvernement assure que les prix du gazole baisseront dès le 1er novembre ». [lien](#)
78. CFDT-UFETAM, appel à la mobilisation interprofessionnelle du 5 novembre 2026 (CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU). [lien](#)
79. franceinfo, 1er octobre 2026, présentation du PLF et du PLFSS 2027 (gel de prestations et du point d'indice). [lien](#)
81. Maritima/AFP, 1er octobre 2026, « Budget 2027 : le gouvernement veut un gel des allocations familiales et restreindre les APL » : gel des allocations familiales, 500 M€ d'économies ; allocation de rentrée scolaire réduite de 600 M€. [lien](#)
82. Boursorama, 20 octobre 2026, « Retraites, santé : les grandes mesures d'économies du budget de la Sécurité sociale pour 2027 » : pensions revalorisées jusqu'à 1 260 €, environ 4 Md€ économisés si les pensions supérieures étaient gelées. [lien](#)
83. Elabe pour BFMTV, 4 juillet 2023, « Les Français, la police et les émeutes urbaines suite à la mort de Nahel » : violences contre les bâtiments publics, 93 % condamnent, 6 % non. [lien](#)
84. Elabe pour BFMTV, 25 janvier 2023 : 57 % « comprendraient que les grévistes bloquent le pays ». [lien](#)
86. Tendence Ouest, octobre 2026, grève à la raffinerie TotalEnergies de Normandie (Gonfreville-l'Orcher), 12 % des carburants vendus en France. [lien](#)
87. franceinfo, 20 octobre 2026, Marylise Léon (CFDT) : +100 € par mois pour tous les salariés. [lien](#)
88. NosParlementaires, 1er octobre 2026, « PLF et PLFSS 2027 : le gouvernement remet sur la table quatre mesures que les députés avaient fait tomber » : pas de revalorisation en 2027 de la prime d'activité ni des paramètres de loyer des APL (art. 74 du PLF), 433 M€ d'économies ; RSA, AAH et minimum vieillesse indexés. [lien](#)

DONNÉES

7. Connaissance des énergies, « Quel est le montant de la taxe carbone en France ? » : composante carbone gelée à 44,6 €/t depuis 2018 ; trajectoire prévue de 86,2 €/t en 2022. [lien](#)

8. DREES, « La revalorisation du bonus individuel en 2019 » : foyers bénéficiaires de 3,0 à 4,3 millions, dépense de 9,4 Md€ (+4,1 Md€). [lien](#)
37. Base constituée pour cet article : 67 mobilisations françaises contre une décision publique, 1968-2025, dont 65 retenues pour les taux ; double codage séparé, arbitrage des divergences, sources par campagne ; tableau complet en annexe.
38. Clark & Regan, Mass Mobilization Protest Data, version 5 (1990-2020), Harvard Dataverse : manifestations antigouvernementales de 50 personnes ou plus, réponse de l'État codée. [lien](#)
39. Calcul de la rédaction sur Mass Mobilization v5 : France, réponse conciliante (« accommodation », qui peut se limiter à une rencontre) après 36 des 354 événements sans violence (10,2 %) et 25 des 193 violents (13,0 %) ; régression logistique avec effets fixes d'année, rapport de cotes 1,20 [0,64-2,24]. Association, pas effet causal.
41. Ortiz, Burke, Berrada & Saenz Cortés, 2022, *World Protests: A Study of Key Protest Issues in the 21st Century*, Palgrave : 2 809 protestations, 101 pays, 2006-2020 ; « réussite » au sens large. [lien](#)
42. Stephan & Chenoweth, 2008, « Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict », *International Security* 33(1), 323 campagnes 1900-2006. [lien](#)
43. Chenoweth & Schock, 2015, « Do Contemporaneous Armed Challenges Affect the Outcomes of Mass Nonviolent Campaigns? », *Mobilization* 20(4) : 106 campagnes, participation d'environ 50 000 avec flanc violent contre 100 000 sans (tableau 4) ; écart de succès non significatif. [lien](#)
49. Ministère de la Justice, réponse à la question écrite n° 425, JO du 10 décembre 2024 : 4 825 condamnations, 42 % avec emprisonnement, 43 % en comparution immédiate. [lien](#)
50. Assemblée nationale, proposition de loi n° 633 (2022), exposé des motifs : 11 203 gardes à vue, 3 204 condamnations de Gilets jaunes. [lien](#)
52. Sénat, rapport n° 521 (2023-2024) sur les émeutes de 2023 : 793 M€ de sinistres assurés ; part des collectivités. [lien](#)
76. Insee, Informations rapides n° 247, 15 octobre 2026, résultats définitifs de septembre : inflation 3,1 % sur un an, gazole +44,1 %. [lien](#)

DROIT

14. Ministère de l'Agriculture, 2024, mesures annoncées en réponse à la crise agricole (abandon de la hausse de la fiscalité du GNR agricole). [lien](#)
15. Assemblée nationale, rapport d'information n° 1653 (2025) sur la Nouvelle-Calédonie : suspension de la réforme du corps électoral le 12 juin 2024. [lien](#)
16. Préfecture de la Martinique, octobre 2024, protocole d'objectifs et de moyens de lutte contre la vie chère : baisse des prix visée sur plus de 6 000 produits. [lien](#)
29. Loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances. [lien](#)
30. Gouvernement, 27 octobre 2023, principales mesures du comité interministériel des villes. [lien](#)
33. United States Code, 18 USC §2101 (Anti-Riot Act) : déplacement ou communication entre États, intention liée à l'émeute. [lien](#)
34. Europe 1, avril 2019, loi « anticasseurs » : le Conseil constitutionnel censure l'interdiction administrative de manifester. [lien](#)
53. Loi de finances pour 2026, article 171 : couverture obligatoire du risque d'émeutes et fonds de mutualisation. [lien](#)
69. Banque des Territoires/Localtis, 5 octobre 2026, « Le projet de loi casseurs-payeurs examiné au Sénat le 27 octobre ». [lien](#)
70. Banque des Territoires/Localtis, 17 septembre 2026, « Projet de loi casseurs-payeurs : de nouvelles possibilités d'indemnisation pour les collectivités » : responsabilité solidaire, plafond de 10 000 euros. [lien](#)
80. Gouvernement, octobre 2026, Projet de loi de finances pour 2027, Évaluations préalables des articles, article 74 (maîtrise de l'évolution des aides personnelles au logement et de la prime d'activité) : économies de 332 M€ sur la prime d'activité et 101 M€ sur les APL en 2027, 995 M€ et 404 M€ en 2028. [lien](#)

SUD GLOBAL

18. NPR, 26 juin 2024, « Kenya's president withdraws tax bill after deadly protests ». [lien](#)
19. Kenyans.co.ke, juin 2026, promulgation de la loi de finances 2026 le 23 juin ; taxes retirées en commission. [lien](#)
20. Human Rights Watch, 9 septembre 2025, « Nepal: Police Fire on "Gen Z" Protest » : au moins 19 morts et plus de 300 blessés le 8 septembre 2025. [lien](#)

21. Union interparlementaire, Parline, Népal, élections du 5 mars 2026 : RSP 182 sièges sur 275. [lien](#)
35. Capital FM, KNCHR : 82 enlèvements ou disparitions forcées de juin à décembre 2024. [lien](#)
36. Citizen Digital, juillet 2025, « Saba Saba demos declared the deadliest yet as Kenya records 115 protest deaths in one year ». [lien](#)

ÉTUDES CAUSALES

40. Huet-Vaughn, « Quiet Riot: The Causal Effect of Protest Violence », document de travail SSRN (2013, révisé 2020, non publié), manifestations françaises 1980-1995. [lien](#)
47. Muñoz & Anduiza, 2019, « "If a fight starts, watch the crowd": The effect of violence on popular support for social movements », *Journal of Peace Research* 56(4), émeutes de Gràcia, Barcelone, mai 2016. [lien](#)
55. Wasow, 2020, « Agenda Seeding: How 1960s Black Protests Moved Elites, Public Opinion and Voting », *American Political Science Review* 114(3) ; fourchettes selon les spécifications, simulations contrefactuelles. [lien](#)
59. Braconnier & Dormagen, 2007, rapport sur l'inscription électorale (vie-publique) : « poussée de l'inscription dans les quartiers populaires après les émeutes ». [lien](#)
61. Boyer, Gauthier, Le Yaouanq, Rollet & Schmutz-Bloch, 2026, « The Lifecycle of Protests in the Digital Age », document de travail : 24 076 utilisateurs de 292 pages Facebook des Gilets jaunes. [lien](#)

MÉDIAS ET OPINION

67. RTL/AFP, 17 octobre 2026, « Le siège de CNews ciblé par des manifestants, 21 interpellations ». [lien](#)

Publié le 20 octobre 2026. Les probabilités et les recommandations sont celles de la rédaction ; les faits sont sourcés en fin d'article.